

Toxicomanie

«Pour qu'ils ne se piquent plus dehors»



Matthieu Rouèche sera le nouveau directeur de la Fondation À Bas Seuil (ABS). VANESSA CARDOSO

La fondation lausannoise ABS, responsable du futur «shootoir», a désigné mardi son nouveau directeur, Matthieu Rouèche
Lise Bourgeois

Matthieu Rouèche, 38 ans, sera, dès le 1er juillet, le nouveau directeur de la Fondation À Bas Seuil (ABS), créée en 1999 pour s'occuper au jour le jour des toxicomanes. Sa tâche n'est pas forcément facile après un brusque départ de Nicolas Pythoud. Dans les locaux en travaux avant l'ouverture de l'espace de consommation sécurisé, l'assistant social livre sa vision du travail face à la drogue.

Le contexte est-il difficile après le départ abrupt de Nicolas Pythoud?

Je m'exprime peu sur le départ de Nicolas puisqu'un communiqué officiel a été signé conjointement. Mais pendant notre intérim d'une année, l'objectif a été de maintenir la ligne, de garder les valeurs et l'ADN de la Fondation ABS.

Dans le sens défendu par Nicolas Pythoud?

Oui, et ça tenait à cœur à l'équipe ainsi qu'au conseil de fondation. J'ai l'impression de reprendre dans un climat apaisé. Mais, effectivement, le départ de M. Pythoud a été un moment important. Il a porté la Fondation ABS pendant presque quinze ans.

Le local d'injection ouvre bientôt. Quel est l'état d'esprit de l'équipe?

On se réjouit que ça s'ouvre et nous sommes même impatients. L'équipe est en train de terminer sa formation. Nous avons travaillé avec Quai 9 à Genève, et nous sommes allés en immersion à Genève, à Paris, à Strasbourg et à Bienne. Le but est d'apprendre les pratiques avant, pendant et après la consommation. Nous nous formons sur l'encadrement de la consommation, par injection ou inha-

58 108

Le nombre de contacts en 2017 pour l'ensemble des entités de la Fondation ABS

lation, avec les différents produits. Il faut aussi savoir gérer les OD (*ndlr: overdoses*).

La pression monte, non?

Non, elle baisse. Actuellement, on distribue du matériel stérile et la personne va consommer dans la forêt, dans les toilettes publiques de la Riponne ou dans les cages d'escalier. Le fait de proposer un espace sécurisant où la personne n'est pas stressée et bénéficie de conditions d'hygiène juste décentes est plutôt rassurant pour nous aussi. Je ne sais pas si vous êtes déjà allée dans les toilettes de la Riponne... c'est inadmissible et inhumain d'imaginer que l'on puisse consommer là-dedans.

Quel est votre objectif?

Les résultats liés aux espaces de consommation montrent une meilleure prise en charge notamment des situations d'overdose. L'objectif est de pouvoir travailler avec les personnes, sur leurs pratiques, en vue d'une consommation à moindre risque. Certains connaissent peu les bonnes pratiques et, dans l'urgence de se piquer, endommagent encore plus leurs veines. Nous ne distribuons pas le produit, je précise. Mais l'équipe est formée à la réanimation en cas de problème, avec des procédures

d'urgence très précises qui permettent de sauver des vies.

Pas facile d'être là, à côté de quelqu'un qui se pique?

C'est tout l'enjeu de la politique de réduction des risques (*ndlr: l'un des quatre piliers de la politique fédérale*). Il y a une difficulté pour le professionnel d'être témoin. Mais si on met trop de pression, si on insiste trop sur les risques avec trop de conseils, la personne ne reviendra pas. Il faut trouver un juste milieu et poser la bonne distance pour qu'à la fois l'utilisateur se sente en confiance et que le professionnel puisse dire les choses.

Quelle sera votre politique d'accueil?

Nous souhaitons vivement conserver un accueil non discriminant. Pour moi, c'est très important, dans un objectif de sécurité publique, de ne pas trier les gens en fonction de leur provenance. À Zurich, par exemple, les structures sont fermées aux non-Zurichois. Ce qui n'est pas le cas à Genève ou à Paris. Certains penseront qu'une ouverture complète va créer un appel d'air. Or nous disons que l'appel d'air se fait en fonction de la présence des produits disponibles sur le marché. L'important est que les toxicomanes ne continuent pas à s'injecter à l'extérieur.

Pour vous, un toxico-dépendant souffre-t-il d'un problème médical ou social?

C'est un mélange. Il est réducteur de considérer le problème uniquement sous l'angle médical. Il y a des parcours de vie, des accidents. La société de performance produit des consommateurs. Il y a aussi les produits. Et puis, bien sûr, les aspects neurobiologiques et les comorbidités psychiatriques.

Ne serait-ce pas plus simple de prôner l'abstinence?

Elle ne correspond pas à la réalité de tous les consommateurs, même s'il ne faut pas exclure cette approche. Dans notre structure, nous avons une approche motivationnelle avec les usagers. Nous guetons le moment où la personne se distancie de sa routine qui consiste à trouver de l'argent, son produit et à le consommer. C'est ce moment de «contemplation», selon Prochaska et DiClemente, où l'utilisateur prend du recul et s'ouvre à la perspective de se soigner. Là, nous entrons en jeu, mais toujours dans le respect de la personne. On n'est plus dans le schéma où le professionnel sait mieux que le consommateur ce qui est bon pour lui. Il y a moins d'asymétrie.

Préparatifs

«Octobre si tout va bien»

La Fondation À Bas Seuil (ABS) s'occupe à Lausanne du Passage et de la Terrasse, ainsi que du Distribus, entités dédiées aux soins pour les toxicomanes. Elles sont financées par le Canton et la Ville de Lausanne. L'Espace de consommation sécurisé (ECS), le «shootoir», sera payé par la Ville (1,18 million). Le municipal en charge, Oscar Tosato, juge que les travaux en cours devraient être terminés en octobre. Mais les impondérables techniques sont toujours possibles. Un comité de pilotage assorti de plusieurs groupes de travail sur la sécurité, les rapports avec le voisinage ou le financement, entre autres aspects, se trouve à

l'œuvre pour prévenir les problèmes. Le municipal fait valoir que le suivi sera dynamique en ce sens que les avis, en particulier du voisinage, seront pris en compte au fur et à mesure du déroulement de l'expérience pilote, prévue sur trois ans. Pour rappel, elle sera évaluée par l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive (IUMSP). «Nous aurons à cœur de soigner l'information», insiste Oscar Tosato. La mise en place de la sécurité autour de l'ECS fait aussi l'objet de réflexions. Il s'agit de trouver la bonne formule, souple, mais aussi propre à rassurer.

L.BS